

comprendre dans cette économie-là. Qu'est-ce qu'il fera de toutes ces choses?

On prétend qu'en changeant de parti politique on changera tout. C'est le système qu'il faut changer et, pour changer ce système-là, monsieur l'Orateur, il faut que les rouges et les bleus se mettent dans la tête qu'il faut s'attaquer au problème. Pour solutionner ce problème, il n'y a pas d'autre moyen que de prendre le taureau par les cornes et le conduire à sa fin.

On paie \$3,600,000 pour faire des enquêtes royales sur la fiscalité, on reçoit des rapports de 2,600 pages, où l'on démontre qu'il faut taxer les grandes compagnies selon les mêmes taux que les particuliers. Mais le ministre des Finances aime mieux entendre les associations de banquiers, de manufacturiers, de courtiers en valeurs, des Chambres de commerce déblâter leur opposition unanime à ces conclusions du rapport Carter. Que le peuple vienne demander au ministre d'appuyer et de mettre en pratique les décisions du rapport Carter, il lui tourne le dos et fait semblant de ne rien entendre. Continuez, messieurs les grands savants, mais sachez bien que le bon Dieu vous regarde et que le peuple vous voit.

Des déficits, du déséquilibre, de la mauvaise administration, de la honte devant l'univers, cela ne nous fait plus rien! Nos amis accumulent des milliards,—ce n'est pas des farces,—plus de 20 milliards de dollars de capitalisation sur 62 milliards de dollars de production, au cours de l'année 1967. Qui donc accumule ces milliards sur la pauvreté d'un peuple? Pas d'autres que les directeurs des 800 grandes compagnies qui font plus d'un million de dollars de profits déclarés chaque année.

• (5.20 p.m.)

Pourquoi tant de surplus, tant de profits d'un côté et tant de déficits, tant de dettes de l'autre? Il n'y a qu'une réponse possible, c'est que le ministre des Finances est incompétent, complice, inhabile ou malhonnête. A lui de choisir l'épithète qu'il préfère, comme il choisit les moyens qui lui sont offerts pour bien équilibrer le budget du Canada et distribuer les bienfaits de l'économie nationale entre les personnes, les familles et les compagnies, entre les revenus, les dépenses et les profits, entre les taxes, les impôts et les réserves, entre les patrons, les employés et les citoyens dépendants, entre les usines, les vitrines et les cuisines, entre le capital, le travail et le droit de vivre des citoyens qui n'ont ni capital, ni travail.

Sachez que le ministre des Finances ne mérite plus aucune indulgence, car il est responsable de la situation. Le ministre des Finances est responsable de tout ce qui se fait

[M. Latulippe.]

dans ce gouvernement, parce que c'est lui qui a la haute main sur l'administration. Il est responsable des dégâts et coupable de continuer une politique financière qui nous conduit au désastre final, quand il pourrait nous en empêcher.

Puis-je avoir l'attention de la Chambre un instant? Chacun des 265 députés et ministres du gouvernement peut-il considérer avec insouciance le tableau suivant?

A Montréal, des salariés gagnant \$8,000 demandent \$11,000: refus complet; grève. A Québec, des professionnels touchant des honoraires de \$32,000 et qui demandent \$44,000. Refus! Grève! A Ottawa, des capitalistes affichant des profits de \$37,500 demandent \$60,000: accord parfait sans aucune discussion et renouvellement automatique pour 26 ans, s'il vous plaît! Et ceci, c'est le renouvellement de l'emprunt de 225 millions qui a été consenti, à part d'un autre emprunt de 235 millions.

Oui, monsieur l'Orateur, 1 million à 3 $\frac{1}{2}$  p. 100, cela fait bien \$37,500, mais à 6 p. 100, cela fait aussi \$60,000. Donc, nos millionnaires du Canada, qui tiraient déjà \$37,500 par année pour un seul million prêté au gouvernement du peuple, retireront maintenant \$60,000 pour le même million, sans faire un pouce d'ouvrage de plus.

Alors, voilà où le ministre des Finances devrait s'ouvrir les yeux et agir en appliquant des sanctions. Allez-y donc! Vous êtes les représentants du peuple. Le peuple peut aussi bien payer \$60,000 que \$37,500 à ses millionnaires. Mais, qui paye les élections, la publicité, les professeurs d'universités, les «brodeurs» de discours, peut-être même les discours du ministre des Finances?

Si un bon chauffeur d'autobus demande \$3,000 de plus, on crie: haro sur le baudet, et si le professionnel demande \$12,000 de plus, on rouspète un peu moins fort, mais si le millionnaire demande une augmentation de \$22,500, tout de suite, le ministre des Finances plie les genoux avec un sourire élégant et passe même le cadeau sans faire de bruit, à l'insu de tous. Il ne faut pas exposer les millionnaires aux mauvaises interprétations du peuple et de ses journalistes et autres défenseurs, syndicalistes et autres.

Si l'on traite ainsi avec autant de différence toutes les classes de la population, les salariés syndiqués à \$8,000, les professionnels à \$32,000, les capitalistes à \$37,500 qui montent à \$60,000 d'un coup sec, il faut penser aussi aux autres citoyens qui paient de l'assurance-chômage, qui gagnent moins de \$5,400 par année, et pas assez pour payer de l'impôt sur le revenu, ou qui ne gagnent rien du tout, mais